



Direction des Travaux et de l'Architecture
Direction des Achats, de la Logistique et du
Biomédical

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CHU DE BREST – CAVALE BLANCHE – POLE 4

**MISE EN PLACE, LOCATION ET DEPOSE DE BATIMENTS MODULAIRES POUR LES
CONSULTATIONS D'HEMODIALYSE**

La procédure de consultation utilisée est une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et R.2123-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique (version en vigueur au 1^{er} avril 2019).

Rédacteur : N. BESNAULT
Date : 18/11/2025
Référence : 2025DTA0137

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET	3
1.1 Désignation	3
1.2 Décomposition en lots	3
ARTICLE 2 – PROCEDURE – FORME DU MARCHÉ	3
2.1 Procédure.....	3
2.2 Forme du marché	3
ARTICLE 3 – DUREE	3
3.1 Durée du marché	3
3.2 Délais d'exécution	4
3.3 Marchés complémentaires et /ou similaires.....	4
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION	4
5.1 Ordre de service	4
5.2 Prise en charge et exécution des prestations	5
5.3 Opération, vérification, admission	5
ARTICLE 6 – PRIX ET REGLEMENT	6
6.1 Règlement des prestations	6
6.2 Modalités de révision.....	6
6.3 Clause de sauvegarde	7
6.4 Versement d'avance	7
6.5 Conditions de règlement.....	8
6.6 Dématérialisation des factures	8
ARTICLE 7 – SOUS-TRAITANCE	10
ARTICLE 8 – PENALITES	10
8.1 Pénalités de retard d'installation	10
8.2 Pénalités de retard de levée des réserves	10
8.3 Pénalités de retard de dépose des modulaires	11
8.4 Pénalités de retard du délai d'intervention	11
8.5 Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du Code du Travail.....	11
ARTICLE 9 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	11
ARTICLE 10 – ASSURANCE.....	11
ARTICLE 11 – RESILIATION	12

ARTICLE 12 – DIFFERENDS ET LITIGES	12
ARTICLE 13 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	13
ARTICLE 14 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE	13

Préambule sur la référence aux textes en vigueur

Cette procédure est passée en application du Code de la Commande Publique, version consolidée au 1^{er} avril 2019.

Les documents de la consultation font référence à ce texte par la mention « Code de la Commande Publique » ou « CCP ».

ARTICLE 1 – OBJET

1.1 Désignation

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet la prestation suivante :

Mise en place, location et dépose de bâtiments modulaires pour les consultations d'hémodialyse du Pôle 4.

L'installation de ces bâtiments modulaires s'effectue dans le cadre des travaux de restructuration du service hémodialyse situé au Pôle 4 Niveau 3 sur le site de La Cavale Blanche. Dans cette perspective, il est nécessaire d'installer provisoirement des locaux afin d'assurer la continuité de service d'accueil des patients et des équipes médicales.

Lieu(x) d'exécution :

Centre Hospitalier Universitaire de Brest (CHU de Brest)
Site de la Cavale Blanche
Boulevard Tanguy Prigent
29200 BREST

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Décomposition en lots

La prestation est composée d'un lot unique

ARTICLE 2 – PROCEDURE – FORME DU MARCHÉ

2.1 Procédure

La procédure utilisée est celle de la procédure adaptée, par application de l'article R2123-1 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

2.2 Forme du marché

Le marché revêt la forme d'un marché à prix forfaitaires et unitaires. Le candidat établira une décomposition des prix forfaitaires et unitaires telle que demandée dans le fichier DPGF annexé à l'acte d'engagement.

ARTICLE 3 – DUREE

3.1 Durée du marché

Le marché prend effet à la date de réception de la notification et s'achève à l'issue du démontage et du repli des installations.

Toutefois, l'acheteur se réserve la faculté de résilier le marché à n'importe quel moment, sans indemnité pour le titulaire en cas de mauvaise exécution ou non-exécution du marché. A défaut d'accord, le marché sera résilié par lettre recommandée avec accusé de réception.

3.2 Délais d'exécution

Le délai global d'exécution est fixé pour une durée de 28.5 mois selon les échéances suivantes :

- 2 mois de période de préparation,
- 2 mois d'installation,
- 24 mois de location,
- 2 semaines de démontage et repli.

Il est demandé au prestataire de définir le coût d'un mois en plus ou en moins par rapport à la durée de location définie et ce, sur la base initiale 24 mois

Chaque échéance fera l'objet d'un ordre de service.

3.3 Marchés complémentaires et /ou similaires

Le CHU de Brest se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité d'application, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- les ordres de services ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Brest fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Brest fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – Arrêté du 30 mars 2021 ;
- la réponse technique du titulaire.

Les documents visés ci-dessus sont supposés connus du titulaire du marché ; celui-ci est tenu d'en accepter les clauses et conditions particulières qui seraient éventuellement contraires à ses conditions personnelles de vente ou à celles des organisations professionnelles.

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se dérouleront en français ; il appartiendra au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

5.1 Ordre de service

L'exécution du marché s'opère par ordres de service établis par l'acheteur.

L'ordre de service comporte :

- la référence au présent marché
- le nom et l'adresse du titulaire
- la désignation de la prestation
- le délai d'exécution

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion, conformément aux dispositions prévues 3.8.2 du CCAG/FCS. Même en cas d'observations du titulaire, les OS sont exécutoires.

L'ordre de service vaut mise en demeure pour l'application de l'article 11 et pour l'exécution par défaut prévue à l'article 41 du CCAG /FCS.

A défaut du respect des différents délais prévus, il sera fait application de l'article 8.1 du présent CCAP.

5.2 Prise en charge et exécution des prestations

Les prestations s'exécutent selon les modalités précisées au CCTP, et conformément aux modalités pratiques décrites ci-dessous.

Une réunion de mise au point du marché pourra intervenir entre l'entreprise titulaire et le CHU de Brest avant le début de la date d'exécution des prestations.

IMPORTANT

En cas de **problème** concernant le respect des différents délais prévus, le prestataire s'engage à prévenir le CHU de Brest **dès connaissance des difficultés rencontrées**.

En cas de refus de réalisation de la prestation dans les délais impartis, le CHU de Brest pourra confier la prestation auprès du prestataire de son choix, aux frais et risques du titulaire, sans mise en demeure.

5.3 Opération, vérification, admission

La constatation de l'exécution des prestations et les décisions qui s'en suivent seront conformes aux stipulations du CCAG/FCS.

Vérification :

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Ces vérifications auront lieu sur le site de l'acheteur, par les agents désignés à cet effet et sera qualitative et quantitative.

Les opérations de vérification concernent l'installation, les raccordements et la mise en service des bâtiments modulaires.

Les opérations de vérification consisteront à :

- Vérifier que les équipements installés correspondent à ceux présentés dans l'offre,
- Vérifier le bon fonctionnement de l'ensemble.

Les opérations de vérification simples, qui ne nécessitent qu'un examen sommaire, sont effectuées lors de l'installation des équipements dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG /FCS.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG /FCS, les opérations de vérifications qui nécessitent un examen plus approfondi sont effectuées dans le délai de 10 jours calendaires à compter de la date d'installation. Ces opérations de vérifications seront établies à partir d'un état des lieux contradictoire effectué en présence des représentants de la MOA et du titulaire. Cet état des lieux pourra faire apparaître des réserves que le titulaire devra lever dans un délai à convenir au moment de l'état des lieux.

Admission :

A l'issue des opérations de vérification et au vu de l'état des lieux contradictoire, l'acheteur prendra, suivant les résultats obtenus, la décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 29 et 30 du CCAG/FCS. La location débutera à compter de la réception de la décision d'admission.

ARTICLE 6 – PRIX ET REGLEMENT

6.1 Règlement des prestations

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées par application des prix forfaitaires fixés dans le DPGF.

Le prix de la location est exprimé sous forme d'un loyer mensuel relatif à la location dudit bâtiment modulaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures et prestations ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le marché sont établis en euros. Ils sont exprimés hors TVA. Le taux de TVA doit être précisé.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les prix seront établis en euros nets HT, franco de port et d'emballage.

6.2 Modalités de révision

Les prix relatifs à la livraison et au montage des bâtiments, ainsi qu'au démontage et au repliement des bâtiments sont fermes.

Les prix de la location sont établis sur la base de conditions économiques du mois M0 de la date de notification du marché.

Les prix de la location figurant à l'acte d'engagement sont fermes pour la 1^{ère} année d'exécution du marché.

Au-delà de la 1^{ère} année d'exécution du marché, les prix de la location pourront éventuellement faire l'objet d'une révision périodique annuelle, selon un coefficient de variation en hausse ou en baisse, obtenu par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \times [0.15 + (0.85 \times BT_{01n} / BT_{010})]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P₀ = Prix initial ou précédent selon le cas

BT01n=	Valeur du dernier indice connu, à la date de la demande de révision, relatif à l'indice national de prix de bâtiment tous corps d'état
BT010 =	Valeur de l'indice initial (indice connu à la date de réception de l'offre) ou précédent (indice connu à la date de la demande de révision précédente), relatif à l'indice national de prix de bâtiment tous corps d'état

Sur cette base, et au début de chaque période de révision, le titulaire doit faire parvenir au CHU de Brest un barème des prix applicables pour la période suivante avec le détail de l'évolution indiciaire.

En cas :

- d'absence d'indice sur une période, l'indice à prendre en considération sera celui de la période précédente
- d'évolution de la base de l'indice : si durant la période d'exécution du marché, la base de l'indice (servant de base au prix de celui-ci), vient à être modifié ou supprimé, le marché est aménagé sur ce point par un avenant, prenant une autre base de calcul du prix, avec modification de l'indice le cas échéant. A défaut d'accord entre les parties sur la rédaction de cet avenant, le marché est automatiquement résilié sans indemnité à partir du jour de la modification ou de la suppression ou de la modification de la base initiale.

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale et est arrondi au millième supérieur.

Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la période de reconduction concernée.

Pour chaque révision, le prestataire devra en faire la demande par lettre recommandée au moins 30 jours avant la date de révision annuelle, au CHU de Brest, en y joignant la preuve des valeurs de l'indice. A défaut de transmission de ce courrier dans les délais prévus, le marché s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le titulaire ne puisse formuler aucune réclamation.

Les hausses et les baisses résultant d'une révision de prix ne seront applicables qu'après accord écrit du Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical du CHU de Brest ou son représentant. Cet accord doit intervenir dans les 30 jours calendaires à compter de la date de réception du courrier recommandé. Le silence gardé par le CHU de Brest vaut refus de la proposition.

6.3 Clause de sauvegarde

Au cas où le nouveau prix, tel que calculé selon les dispositions prévues à l'article 6.2 du présent CCAP, serait supérieur à 3% du dernier prix, le CHU de Brest se réserve la possibilité de résilier sans indemnité la partie du marché non encore exécutée, sans mise en demeure préalable.

6.4 Versement d'avance

Une avance de 5% peut être accordée sauf renonciation écrite du titulaire.

Cette clause ne s'applique pas si le montant du marché est inférieur au seuil de 50 000 € H.T.

Dans le cas où le titulaire souhaiterait le versement de cette avance, il lui sera demandé la production d'une garantie à première demande.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu, ou à défaut, à partir de la notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé conformément à l'article 11.1 /Option B du CCAG/FCS portant application de l'article R2191-7 Al. 3° du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

Si le délai d'exécution n'excède pas 12 mois, cette avance est égale à 5% (ou le cas échéant 10% pour les petites et moyennes entreprises) du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Si le délai d'exécution est supérieur à 12 mois, cette avance est égale à 5% (ou le cas échéant 10% pour les petites et moyennes entreprises) de la somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance sera mandatée sur le vu d'un projet de décompte présenté par le prestataire.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant minimum TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

6.5 Conditions de règlement

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait sur présentation de factures portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◇ le nom, l'adresse, le numéro de SIRET du créancier,
- ◇ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- ◇ le numéro de marché
- ◇ la date de la facture
- ◇ la désignation précise des fournitures livrées et des prestations fournies
- ◇ le prix unitaire hors T.V.A. des fournitures et prestations
- ◇ le montant hors T.V.A.
- ◇ le taux et le montant de la T.V.A.
- ◇ le montant total T.V.A. comprise correspondant aux fournitures livrées et aux prestations rendues.

Le délai de mandatement s'apprécie à compter de la date de réception des factures par le CHU de Brest.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 50 jours. Le dépassement ouvre de plein droit le versement d'intérêts moratoires.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est celui appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28 janvier 2013 est également due.

Loyer mensuel de location

Il doit être établi une facture par mois de location transmise à chaque fin de mois.

Livraison et montage des bâtiments

Le paiement ne pourra intervenir qu'après l'admission des prestations telle prévue à l'article 5.3 du présent CCAP, sur demande de paiement émise par le titulaire.

6.6 Dématérialisation des factures

L'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique a prévu une dématérialisation des demandes de paiement applicable depuis le 1^{er} janvier 2017 aux grandes entreprises et aux fournisseurs publics, puis progressivement généralisée jusqu'au 1^{er} janvier 2020 en tenant compte de la taille des entreprises concernées.

L'utilisation de CHORUS PORTAIL PRO (CPP) est ainsi désormais obligatoire pour toutes les demandes de paiement.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique doit passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite de l'établissement concerné, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Vous trouverez un « kit documentaire fournisseur » sur la plate-forme communauté Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4016>

Cette plate-forme est accessible sans identifiant ni mot de passe.

Les factures afférentes au paiement devront être déposées sur CHORUS en utilisant les identifiants ci-dessous :

- Factures relatives à la livraison et au montage des bâtiments, ainsi qu'au démontage et au repliement des bâtiments :

CHU de Brest	
Identifiant Structure	20002305900013
Code service	IT
Engagement	OBLIGATOIRE

- Factures relatives à la location des bâtiments :

CHU de Brest	
Identifiant Structure	20002305900013
Code service	EK
Engagement	OBLIGATOIRE

ARTICLE 7 – SOUS-TRAITANCE

Dans le cas où le titulaire fait appel à un sous-traitant, il devra demander à l'acheteur d'accepter cette sous-traitance.

La désignation d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché est constatée par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance, dans les conditions de l'article 3.6. du CCAG /FCS.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, l'acheteur notifie au titulaire et au sous-traitant concerné l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire de l'accord-cadre fait connaître à l'acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique
- Le formulaire DC4 : déclaration de sous-traitance
- Le formulaire DC2, rempli par le sous-traitant
- Une attestation d'assurance du sous-traitant
- Un RIB du sous-traitant, si paiement direct.
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.822-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 8 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG /FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Toutes ces pénalités sont cumulables.

8.1 Pénalités de retard d'installation

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel d'installation et mise en service est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant à **900 euros HT /jour de retard calendaire**.

8.2 Pénalités de retard de levée des réserves

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel de levée des réserves définie à l'article 5.3 du présent CCAP est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant à **250 euros HT /jour de retard calendaire**.

8.3 Pénalités de retard de dépose des modulaires

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel de dépose et repli des bâtiments modulaires est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant à **900 euros HT /jour de retard calendaire**.

8.4 Pénalités de retard du délai d'intervention

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel d'intervention dans le cadre de la maintenance est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant à **250 euros HT /jour de retard calendaire en cas de non-intervention ou de non-résolution**.

8.5 Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du Code du Travail

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une pénalité journalière de 100€ H.T., dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant du marché.

ARTICLE 9 – CLAUSE DE REEXAMEN

Le marché pourra faire l'objet de modification dans les cas suivants :

- Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du marché en ce qu'il impacte le prix des prestations prévues au marché, les parties contractantes peuvent convenir de la modification de la clause de révision des prix, le cas échéant pour une durée limitée. Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du marché, la délivrance des prestations prévues au marché dans leur niveau de qualité ou de prix. Sous réserve de l'accord des deux parties, cette modification fera l'objet d'un avenant.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, l'exécution du marché est poursuivie dans les mêmes conditions par le titulaire. L'acheteur peut également décider de résilier le marché pour ce motif, pour événements extérieurs au marché, sans indemnité pour le titulaire.

- Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Toute clause de réexamen ou modification du marché fera systématiquement l'objet d'un avenant qui devra être signé par le titulaire et l'acheteur hormis quand une modification unilatérale est décidée par l'acheteur.

ARTICLE 10 – ASSURANCE

Le titulaire reste le propriétaire dudit bien. Il s'ensuit que :

- Avant la mise à disposition des équipements actée par la notification du procès-verbal d'admission, le CHU de Brest n'assume aucunement de responsabilité ni de garde ni d'assurance des fournitures et éléments inhérents aux bâtiments modulaires en question. Toutes les livraisons des éléments préfabriqués ainsi que les interventions afférentes à l'installation et mise en service relèvent exclusivement de la responsabilité du titulaire.
- Après la mise à disposition des équipements actée par la notification du procès-verbal d'admission, le CHU de Brest assume son statut de locataire-exploitant dudit bâtiment et souscrit, à ce titre, toutes les assurances y afférentes. A compter de cette date, le bâtiment modulaire sera assuré par le CHU de Brest au même titre que le reste de son patrimoine immobilier.

ARTICLE 11 – RESILIATION

Le marché pourra être résilié suivant les dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS. Par dérogation à l'article 42, le titulaire ne pourra prétendre en aucun cas au versement d'une indemnité tel que prévu à l'article 43 du CCAG/FCS.

L'acheteur se réserve également le droit de résilier totalement ou partiellement ou de modifier le marché pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- **carence du prestataire** : si les utilisateurs décèlent une dégradation de la qualité entraînant des résultats non satisfaisants ;
- **cessation d'activité** de la part du prestataire attributaire qui en aura avisé le pouvoir adjudicateur au moins deux mois à l'avance ;
- **non-respect de l'une des clauses du présent CCAP** et, particulièrement, celle de l'article 5 concernant les modalités d'exécution ;
- **pour suivre l'évolution des techniques** ;
- **pour homogénéiser ses méthodes de travail** (changement d'appareil, refonte du plateau technique...)
- en cas de cessation volontaire de commerce, faillite ou de liquidation judiciaire, le marché sera résilié de plein droit, sans préjudice des droits à exercer au nom de l'établissement sur les prix des prestations non soldées. En cas de cession de fonds de commerce, le nouveau titulaire prendra à sa charge, après élaboration d'un avenant de transfert, les engagements souscrits par son prédécesseur.

ATTENTION :

En cas de manquement du prestataire titulaire du marché mettant le CHU de Brest dans l'obligation de faire appel à un autre prestataire, le titulaire prendra à sa charge le surcoût de l'opération sur production par le CHU de Brest de la facture correspondante.

Si la résiliation est prononcée en application de l'article 38 du CCAG/FCS, l'établissement se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire (article 45 du CCAG/FCS).

La résiliation globale ou partielle sera prononcée par lettre recommandée du CHU de Brest avec accusé de réception et prendra effet 15 jours après sa notification au titulaire.

ARTICLE 12 – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Tout différend survenant à l'occasion de la présente consultation sera soumis, préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues dans le CCAG/FCS, au Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical du CHU de Brest ou son représentant.

En cas de différend relatif à l'interprétation du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché, entre le titulaire du marché et l'acheteur, le CHU de Brest proposera au prestataire de régler le litige à l'amiable.

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif de Rennes sera compétent.

ARTICLE 13 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 5.3 du présent CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG /FCS

L'article 8 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG /FCS

L'article 8.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG /FCS

L'article 8.2 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG /FCS

L'article 8.3 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG /FCS

L'article 8.4 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG /FCS

L'article 11 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG /FCS

ARTICLE 14 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE

La Trésorerie Principale de BREST CH est chargée du paiement des prestations fournies dans le cadre du présent marché.